

EA208 – 2022, examen

Thème 1 : RSE

Qu'est-ce que la Raison d'être, et en quoi est-elle un des piliers de l'élaboration d'une politique RSE dans une entreprise ?

La Raison d'être est une déclaration qui décrit la raison fondamentale de l'existence d'une entreprise, en dehors de la simple réalisation de profits. Elle met en avant les valeurs, les principes et les engagements de l'entreprise vis-à-vis de ses parties prenantes (clients, employés, actionnaires, fournisseurs, communautés locales, etc.) ainsi que son impact sur la société et l'environnement.

La Raison d'être est devenue un élément clé de l'élaboration d'une politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), car elle sert de référence et d'orientation pour toutes les actions et décisions de l'entreprise. En effet, elle permet à l'entreprise de se poser les bonnes questions et de définir clairement ses priorités en matière de responsabilité sociale et environnementale.

En intégrant une Raison d'être forte et engagée dans sa stratégie, l'entreprise peut non seulement renforcer sa réputation et sa légitimité, mais également mobiliser ses parties prenantes autour d'un objectif commun et fédérateur. Elle peut ainsi mieux répondre aux attentes de la société et contribuer de manière plus significative au développement durable.

L'actuelle RSE a-t-elle eu des prédécesseurs, des expériences antérieures sous d'autres noms ? établissez une comparaison

La RSE a effectivement des prédécesseurs et des expériences antérieures sous d'autres noms. Dans les années 1950, les entreprises ont commencé à se préoccuper de leurs responsabilités sociales et de leur impact sur la société, sous le nom de « responsabilité sociale des entreprises ». À cette époque, le mouvement était principalement axé sur la philanthropie et la charité, avec des entreprises faisant des dons à des œuvres de bienfaisance et soutenant des causes sociales.

Dans les années 1970, la responsabilité sociale des entreprises a évolué pour inclure la prise en compte des problèmes environnementaux, sous le nom de « responsabilité sociale et environnementale des entreprises ». À cette époque, les entreprises ont commencé à prendre en compte leur impact sur l'environnement, en développant des pratiques de gestion des déchets et de l'énergie.

Dans les années 1990, la notion de « développement durable » est apparue, qui incluait la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, mais également la prise en compte de la durabilité économique. Cette approche s'est concentrée sur le développement économique à long terme, tout en prenant en compte les aspects sociaux et environnementaux.

Aujourd'hui, la RSE intègre les trois dimensions du développement durable (économique, social et environnemental) et prend en compte l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise, pas seulement les actionnaires. La RSE est devenue un cadre de référence pour les entreprises qui cherchent à intégrer les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans leur stratégie et leurs activités quotidiennes.

En comparaison avec les prédécesseurs, la RSE d'aujourd'hui est plus globale et plus systématique dans sa prise en compte de l'ensemble des parties prenantes, avec une approche holistique qui vise à intégrer les préoccupations sociales, environnementales et économiques dans toutes les activités de l'entreprise. La RSE est également plus ancrée dans les politiques et les stratégies des entreprises, avec une prise en compte plus importante des impacts directs et indirects de l'entreprise sur la société et l'environnement.

Thème 2 : Les oppositions aux projets

Décrire un projet dont vous avez connaissance, d'innovation, de construction d'infrastructure, et qui a suscité des oppositions. La décrire d'une manière qui ne soit pas que factuelle mais essaie aussi de répertorier et classer les événements ou les étapes, les enjeux

Un exemple de projet d'innovation et de construction d'infrastructure qui a suscité des oppositions est le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, en France.

Le projet a commencé en 1963 lorsque le gouvernement a acheté une zone de terres agricoles pour la construction d'un nouvel aéroport international pour la région de Nantes. Au fil des décennies, des plans ont été élaborés et des travaux préparatoires ont été entrepris, mais des oppositions ont été exprimées dès les années 1970.

Les opposants au projet ont mis en avant des préoccupations environnementales, sociales et économiques. Ils ont souligné que la construction de l'aéroport entraînerait la destruction de terres agricoles précieuses, la perte de biodiversité et la pollution de l'air et de l'eau. Ils ont également critiqué le coût élevé du projet et son impact sur les communautés locales, notamment les agriculteurs et les habitants de la zone.

Malgré les protestations et les recours juridiques, le projet a été relancé dans les années 2000. Des manifestations ont eu lieu sur le site prévu de la construction, ainsi que dans les villes voisines et à Nantes. Les opposants ont tenté de bloquer l'accès au site et ont construit des cabanes dans les arbres pour empêcher la déforestation.

En 2018, après des décennies de controverse et de protestations, le gouvernement français a finalement annoncé l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Cette décision a été saluée par les opposants qui ont considéré que cela montrait une prise en compte de leurs revendications et une reconnaissance de l'importance de l'environnement et de la participation citoyenne dans les projets d'infrastructure. Cependant, certains partisans du projet ont critiqué cette décision, affirmant qu'elle entravait le développement économique de la région.

Les oppositions peuvent s'analyser dans leur dimension temporelle. SVP commentez et développez.

Les oppositions peuvent être analysées dans leur dimension temporelle, car elles sont souvent le résultat d'un conflit d'intérêts entre différentes parties prenantes qui se sont développées au fil du temps. Cela peut être dû à l'évolution de la société, des valeurs, des normes et des règles, ainsi qu'à l'évolution des connaissances et de la technologie.

Dans de nombreux projets, les oppositions se manifestent dès le début de la planification, lorsque les parties prenantes expriment leurs préoccupations quant aux impacts potentiels du projet sur leur environnement, leur santé, leur sécurité, leur qualité de vie ou leurs activités économiques. Ces oppositions peuvent être renforcées au fil du temps, à mesure que les parties prenantes obtiennent plus d'informations sur le projet et évaluent ses implications.

La dimension temporelle des oppositions peut également être liée à la durée du projet. Certains projets peuvent avoir des impacts à court terme, tandis que d'autres peuvent avoir des impacts à long terme. Les oppositions peuvent donc se développer au fil du temps, à mesure que les parties prenantes commencent à ressentir les effets du projet sur leur environnement ou leurs activités.

Par ailleurs, les oppositions peuvent également être influencées par l'historique des relations entre les parties prenantes. Les conflits passés peuvent avoir créé des tensions entre les parties prenantes qui se poursuivent au fil du temps, même si le projet est différent de ceux qui ont précédé.

En somme, la dimension temporelle des oppositions est importante à prendre en compte dans l'analyse des conflits. Elle permet de mieux comprendre les causes profondes des oppositions et d'élaborer des stratégies de gestion des conflits plus efficaces.

Thème 3 : Intelligence Économique

Qu'est-ce que l'extraterritorialité de certaines lois et en quoi peuvent-elles devenir des outils d'influence ou d'éviction ?

L'extraterritorialité des lois est un concept juridique qui permet à un pays de poursuivre des actes illégaux commis en dehors de ses frontières par des personnes ou des entreprises relevant de sa juridiction. Cela signifie que même si une entreprise opère en dehors du territoire du pays, elle peut être soumise aux lois et aux réglementations de ce pays si elle enfreint certaines normes.

Cela peut devenir un outil d'influence pour les pays qui ont des lois et des réglementations strictes dans certains domaines, tels que les droits de l'homme, l'environnement ou la corruption. Par exemple, un pays peut menacer de poursuivre une entreprise qui ne respecte pas les normes environnementales dans ses opérations internationales, même si ces opérations ont lieu en dehors de son territoire. Cela peut inciter l'entreprise à adopter des pratiques plus responsables sur le plan environnemental, même si cela n'est pas nécessairement requis par les lois locales.

Cependant, cela peut aussi devenir un outil d'éviction pour les entreprises étrangères qui opèrent dans un pays qui utilise l'extraterritorialité de manière abusive pour protéger ses entreprises nationales. Par exemple, un pays peut poursuivre une entreprise étrangère pour violation de ses lois anti-corruption, alors que les pratiques en question sont courantes dans le pays où l'entreprise est basée. Cela peut entraîner des coûts importants pour l'entreprise et la contraindre à quitter le marché.

En fin de compte, l'extraterritorialité des lois peut être un outil important pour promouvoir des normes et des valeurs universelles, mais il est important de veiller à ce qu'elle soit utilisée de manière équitable et non abusive.

Citez un cas de rivalité ou de simple concurrence entre entreprises ayant donné lieu à des pratiques agressives légales ou non, et replacez cet événement dans son contexte ou apportez un regard personnel sur l'existence de ces pratiques vis-à-vis de ce qu'est sensée être une concurrence saine.

Un exemple de rivalité intense entre entreprises ayant conduit à des pratiques agressives est celui entre les géants de la technologie Apple et Samsung dans le domaine des smartphones. Cette concurrence a abouti à une série de procès et de contre-procès entre les deux entreprises, portant sur des questions de propriété intellectuelle et de violation de brevets. Les accusations et les condamnations se sont multipliées des deux côtés.

Cet exemple illustre l'importance de la concurrence dans l'industrie de la technologie et la manière dont elle peut inciter les entreprises à se livrer à des pratiques agressives pour obtenir des parts de marché. Toutefois, ces pratiques peuvent parfois être considérées comme anti-concurrentielles et nuire à la libre concurrence, qui est pourtant l'un des principes fondamentaux des économies de marché.

Dans ce contexte, il est important de veiller à ce que les pratiques commerciales agressives ne dépassent pas certaines limites et ne portent pas atteinte aux règles de concurrence loyale. Les autorités de régulation doivent également veiller à ce que les pratiques anticoncurrentielles soient sanctionnées et que les entreprises respectent les règles en matière de propriété intellectuelle.

Thème 4 : Investissement et Monnaie

Citez différentes formes d'émission de monnaie et qui les émet avec leurs particularités respectives. Sont-elles toutes aussi efficaces en matière de soutien à l'investissement productif ?

Il existe différentes formes d'émission de monnaie, chacune ayant ses particularités et ses avantages et inconvénients en matière de soutien à l'investissement productif. Voici quelques exemples :

1. La monnaie fiduciaire : il s'agit de la forme de monnaie la plus courante, émise sous forme de billets et de pièces par les banques centrales des différents pays. La monnaie fiduciaire est considérée comme une forme de monnaie stable et sûre, car elle est émise par des institutions gouvernementales. Toutefois, elle ne permet pas toujours une grande flexibilité en matière de politique monétaire, car son émission est limitée par la quantité de métaux précieux (dans le cas des pièces) et par la confiance que les citoyens ont dans la stabilité financière de leur pays.
2. La monnaie scripturale : il s'agit de la forme de monnaie électronique créée par les banques commerciales lorsqu'elles accordent des crédits. Cette monnaie est émise par le biais des dépôts bancaires, qui peuvent être utilisés comme moyen de paiement. La monnaie scripturale est plus flexible que la monnaie fiduciaire en termes de politique monétaire, car elle peut être créée en grande quantité et rapidement. Toutefois, elle peut aussi être plus volatile et moins stable, car elle dépend de la confiance des investisseurs dans la capacité des banques à rembourser les crédits qu'elles accordent.
3. Les crypto-monnaies : il s'agit de formes de monnaie numérique créées par des algorithmes informatiques. Les crypto-monnaies ont été conçues pour offrir une alternative décentralisée à la monnaie fiduciaire et scripturale, permettant des transactions plus rapides, plus sûres et plus anonymes. Toutefois, les crypto-monnaies sont également plus volatiles et moins réglementées que les autres formes de monnaie, ce qui peut les rendre plus risquées pour les investisseurs.

En ce qui concerne le soutien à l'investissement productif, chaque forme de monnaie a ses avantages et ses inconvénients. La monnaie fiduciaire est considérée comme une forme de monnaie stable et sûre, mais sa politique monétaire peut être moins flexible. La monnaie scripturale est plus flexible, mais peut être plus volatile et moins stable. Les crypto-monnaies offrent des avantages en termes de rapidité et d'anonymat, mais peuvent être plus risquées. Ainsi, chaque forme de monnaie doit être évaluée en fonction de ses particularités et de ses objectifs, afin de déterminer quelle est la plus appropriée pour soutenir l'investissement productif.

Les bourses, les marchés actions, sont-elles des vecteurs optimaux de financement de l'investissement des entreprises ?

Les bourses et les marchés actions peuvent être des vecteurs optimaux de financement de l'investissement des entreprises dans certaines conditions. L'émission d'actions ou d'obligations peut permettre aux entreprises de lever des fonds importants et de diversifier leur base d'investisseurs. Cependant, la décision d'entrer en bourse ou d'émettre des titres sur les marchés financiers doit être mûrement réfléchie car elle implique également des coûts et des contraintes réglementaires, ainsi que la nécessité de maintenir des niveaux de transparence et de communication élevés avec les investisseurs.

En outre, les bourses et les marchés actions peuvent être sensibles aux fluctuations du marché et aux cycles économiques, ce qui peut rendre l'accès au financement plus difficile en période de crise économique. Par conséquent, il est important que les entreprises considèrent tous les moyens de financement possibles, y compris les prêts bancaires, les fonds propres et les investissements directs, en fonction de leur profil de risque et de leur stratégie d'investissement. En fin de compte, le choix de la source de financement dépendra des besoins et des objectifs spécifiques de l'entreprise.